

Nr.	Onderzoekprogramma	Inst.	Promotoren	1997
97/02-214	Thérapie génique des adénocarcinomes coliques	ULg	J. Gielen G. Fillet N. Jacquet	2 121 000
94/99-179	Céramiques et sociétés. Nouvelles approches expérimentales et ethno-archéologiques	ULB	P. De Maret	360 000
94/99-185	Effets de l'élévation des radiations UV-B sur la physiologie végétale et les relations hôtes-parasites	FSGAX	R. Impens J. Deltour Ph. Lepoivre	328 025
94/99-186	Caractérisation des gènes régulateurs du développement cérébral	FUNDP	A. Goffinet J. Vandenhoute	328 025
95/00194	Développement de systèmes moléculaires, supra-moléculaires et nanoparticulaires magnétiques à usages biomédicaux	UMH	Y. Van Haverbeke R.N. Muller L. Vander Elst	328 025

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 3. De Minister bevoegd voor het Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 september 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
W. ANCION



F. 98 — 677

[S - C - 98/29033]

30 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la communauté française déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes ou certificats d'études étrangers aux certificats et diplômes d'enseignement supérieur de type court et de type long

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, notamment l'article 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, modifié par les arrêtés royaux des 8 octobre 1973 et 29 juin 1983, par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 7 août 1990, 7 août 1991, 25 septembre 1991 et 14 décembre 1992 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1996;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 1997 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 13 août 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, du sport et des relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 22 septembre 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le présent arrêté il faut entendre par :

1. Décret : Le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;

2. Autorités de la Haute Ecole :

a) pour les Hautes Ecoles subventionnées par la Communauté française : les instances qui, dans chaque Haute Ecole, sont habilitées, soit par le pouvoir organisateur des Hautes Ecoles non constituées sous forme de personnes morales, soit statutairement, soit par délégation, à exercer les compétences qui leur sont attribuées par le présent décret;

b) pour les Hautes Ecoles organisées par la Communauté française : le Conseil d'administration ou le Collège de Direction visés à l'article 65 du décret;

3. Ministre : le Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions.

Art. 2. A défaut de mesures générales, le Ministre et les Autorités de la Haute Ecole décident, chacun en ce qui les concerne, de l'équivalence des diplômes ou certificats d'études étrangers aux diplômes et certificats correspondants d'enseignement supérieur non universitaire de type court et de type long délivrés en Communauté française.

Les autorités de la Haute Ecole reconnaissent l'équivalence partielle des certificats ou diplômes d'études étrangers aux certificats et diplômes correspondants d'enseignement supérieur non universitaire, délivrés en Communauté française, lorsque la demande de reconnaissance est introduite aux fins de poursuivre des études dans une Haute Ecole.

Le Ministre se prononce sur l'équivalence partielle des diplômes et certificats d'études étrangers aux certificats et diplômes correspondants d'enseignement supérieur non universitaire lorsque la demande de reconnaissance n'est pas introduite aux fins de poursuivre des études dans une Haute Ecole.

Le Ministre se prononce sur toute demande visant à obtenir la reconnaissance d'une équivalence complète entre les diplômes et certificats d'études étrangers correspondant à des diplômes d'enseignement supérieur de type court et à des diplômes de 2^e cycle de l'enseignement supérieur de type long.

Art. 3. Les équivalences visées à l'article 2, alinéas 3 et 4, sont délivrées par le Ministre, après avis motivé de l'administration de l'Enseignement supérieur.

Les équivalences visées à l'article 2, alinéa 2, sont délivrées par les autorités de la Haute Ecole après avis motivé des organes compétents prévus dans le règlement des études, qu'elles désignent.

L'avis visé à l'alinéa 1^{er} cesse d'être requis s'il n'a pas été donné au plus tard quatre mois après que le dossier introduit par le demandeur a été déclaré complet par l'administration de l'Enseignement supérieur.

La décision d'équivalence est notifiée à l'intéressé par les autorités visées aux alinéas 2, 3 et 4 de l'article 2 dans les 40 jours qui suivent l'émission de l'avis ou de l'expiration du délai visé à l'alinéa 3 du présent article.

Art. 4. Les avis visés à l'article 3 tiennent compte, pour l'examen de la demande d'équivalence, des critères suivants :

- 1° les conditions d'accès à la formation;
- 2° la durée de la formation;
- 3° le volume horaire de la formation;
- 4° le contenu de la formation y compris les stages, les exercices pratiques, les mémoires et/ou les travaux de fin d'études;
- 5° les résultats obtenus aux épreuves;
- 6° l'accréditation ou la reconnaissance par les autorités étrangères compétentes de l'institution ayant délivré le diplôme;
- 7° les effets reconnus au diplôme par les autorités étrangères compétentes.

Art. 5. A l'appui de sa demande, le requérant produit les documents suivants :

- 1° une copie conforme du diplôme;
- 2° une traduction du diplôme et des notes par un traducteur juré;
- 3° un certificat de nationalité;
- 4° un programme officiel et détaillé des études supérieures accomplies;
- 5° un exemplaire du mémoire, du projet ou du travail de fin d'études.

Les autorités compétentes visées aux articles 2 et 3 vérifient l'authenticité des documents produits par le requérant.

Dans le cadre de la procédure visée aux alinéas 3 et 4 de l'article 2, le Ministre, ou son délégué, peut, en cas de doute sur l'authenticité des pièces produites, exiger du demandeur des renseignements ou des documents complémentaires.

Art. 6. Tout réexamen de la demande d'équivalence est subordonné à la présentation par le requérant d'éléments nouveaux de nature à modifier la décision.

Art. 7. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 20 juillet 1971, tel que modifié, déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1996, est complété par l'alinéa suivant :

« Le présent arrêté n'est pas applicable à la reconnaissance de l'équivalence entre des diplômes et des certificats d'études étrangers et les diplômes et certificats d'enseignement supérieur de type court et de type long délivrés en vertu du décret du 15 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, à l'exception de l'article 9bis. »

Art. 8. A l'article 2, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 8 octobre 1973 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1996, les mots "et l'enseignement supérieur" sont supprimés.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1997.

Art. 10. Le Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 septembre 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique, des Sports et des Relations internationales,
W. ANCIEN

VERTALING

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure voor het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 oktober 1973 en 29 juni 1983, bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 augustus 1990, 7 augustus 1991, 25 september 1991 en 14 december 1992 en bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1996;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juli 1997 over de aanvraag om advies dat door de Raad van State te verstrekken is binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 13 augustus 1997, in toepassing van artikel 84, lid 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 september 1997,

Besluit :

Artikel 1. In dit besluit dient te worden verstaan onder :

1. Decreet : het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen;

2. Overheid van de hogeschool :

a) voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogescholen : de overheid die in elke hogeschool gemachtigd is, hetzij door de inrichtende macht van de hogescholen die niet in de vorm van rechtspersonen worden samengesteld, hetzij statutair, hetzij bij delegatie, de bevoegdheid uit te oefenen die aan bedoelde hogescholen door dit decreet wordt verleend;

b) voor de door de Franse Gemeenschap ingerichte hogescholen : de raad van bestuur of het bestuurscollege bedoeld bij artikel 65;

3. Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort.

Art. 2. Bij gebrek aan algemene maatregelen, beslissen de Minister en de Overheid van de hogeschool, ieder wat hem of haar betreft, over de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's of getuigschriften met overeenkomende diploma's of studiegetuigschriften van het niet universitair hoger onderwijs van het korte en lange type, uitgereikt in de Franse Gemeenschap.

De overheid van de hogeschool erkent de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften met de overeenkomende diploma's en studiegetuigschriften van het niet universitair hoger onderwijs, uitgereikt in de Franse Gemeenschap, wanneer de aanvraag om erkenning ingediend wordt om les te volgen in een hogeschool.

De Minister spreekt zich uit over alle aanvraag om erkenning van een volledige gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften met diploma's van het hoger onderwijs van het korte type en met diploma's van de tweede cyclus van het hoger onderwijs van het lange type.

Art. 3. De gelijkwaardigheden bedoeld bij artikel 2, leden 3 en 4, worden door de Minister uitgereikt, na een met redenen omkleed advies van het bestuur Hoger Onderwijs.

De gelijkwaardigheden bedoeld bij artikel 2, lid 2, worden door de Overheid van de hogeschool uitgereikt, na een met redenen omkleed advies van de bevoegde organen voorzien in het reglement van de studies, die zij aanwijst.

Het advies bedoeld in lid 1 is niet vereist indien het niet uitgebracht werd ten laatste vier maanden nadat het door de aanvrager ingediend dossier volledig werd verklaard door het bestuur Hoger Onderwijs.

De beslissing m.b.t. de gelijkwaardigheid wordt ter kennis gebracht van de betrokkene door de overheid bedoeld in de leden 2, 3 en 4 van artikel 2 binnen de veertig dagen die volgen op het uitbrengen van het advies of het verstrijken van de termijn bedoeld in lid 3 van dit artikel.

Art. 4. De adviezen bedoeld bij artikel 3 houden rekening, voor het onderzoek van de aanvraag om gelijkwaardigheid, met volgende criteria :

1° de toegangsvoorwaarden voor de vorming;

2° de duur van de vorming;

3° het urenpakket van de vorming;

4° de inhoud van de vorming, met inbegrip van de stages, de praktische oefeningen, de scripties en/of de eindstudiewerken;

5° de bij de proeven behaalde uitslag;

6° het akkrediteren en de erkenning door de buitenlandse overheid die bevoegd is voor de instelling die het diploma heeft uitgereikt;

7° de voor het diploma door de bevoegde buitenlandse overheid erkende uitwerking.

Art. 5. Ter staving van zijn aanvraag legt de aanvrager volgende documenten voor :

1° een voor eensluidend afschrift van het diploma;

2° een vertaling van het diploma en van de verslagen door een beëdigd vertaler;

3° een getuigschrift van nationaliteit;

4° een officieel en gedetailleerd programma van de voltooide hogere studies;

5° een afschrift van de scriptie, van het project of van het eindstudiewerk.

De bevoegde overheid bedoeld in de artikelen 2 en 3 gaat de authenticiteit na van de documenten die door de aanvrager werden voorgelegd.

In het kader van de procedure bedoeld in de leden 3 en 4 van artikel 2, kan de Minister, of diens afgevaardigde, in geval van twijfel omtrent de authenticiteit van de voorgelegde stukken, van de aanvrager vereisen dat hij nadere inlichtingen of documenten indient.

Art. 6. Ieder nieuw onderzoek van de aanvraag tot gelijkwaardigheid wordt afhankelijk gemaakt van de indiening door de aanvrager van nieuwe elementen die de beslissing zouden kunnen wijzigen.

Art. 7. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971, zoals gewijzigd, tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure voor het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1996, wordt aangevuld met volgend lid :

« Dit besluit is niet van toepassing op de erkenning van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften met de diploma's en de studiegetuigschriften van het hoger onderwijs van het korte en het lange type, uitgereikt krachtens het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, met uitzondering van artikel 9bis. ».

Art. 8. In artikel 2, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1973 en bij het besluit van de Regering van 28 augustus 1996, worden de woorden "en het hoger onderwijs" geschrapt.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1997.

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, is belast de uitvoering van dit besluit. Brussel, 30 september 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[98/09215]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 5 maart 1998 is Mevr. Roelandt, Cl., eerste substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, benoemd tot vrederechter van het kanton Ninove.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[98/09215]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 5 mars 1998, Mme Roelandt, Cl., premier substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Termonde, est nommée juge de paix du canton de Ninove.

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[98/35289]

Vlaamse Milieumaatschappij. — Ontslag

Bij besluit van de administrateur-generaal d.d. 19 november 1997 wordt de heer Dirk Dousselaere, met ingang van 1 september 1997, eervol ontslag verleend als statutair personeelslid van de Vlaamse Milieumaatschappij.

[98/35288]

Vlaamse Milieumaatschappij. — Benoeming in vast verband

Bij besluit van de administrateur-generaal d.d. 17 februari 1998 wordt de heer Joost Mertens, met ingang van 1 april 1997, benoemd in vast verband.

[98/35287]

Vlaamse Milieumaatschappij. — Bevorderingen

Bij besluit van de administrateur-generaal d.d. 5 februari 1998 wordt Mevr. Martine Van De Vijver, met ingang van 1 februari 1998, bevorderd tot de graad van hoofdassistent.

Bij besluit van de administrateur-generaal d.d. 5 februari 1998 wordt de heer Willem Van Hecke, met ingang van 1 februari 1998, bevorderd tot de graad van hoofddeskundige.

Bij besluit van de administrateur-generaal d.d. 5 februari 1998 wordt de heer Danny Senesael, met ingang van 1 februari 1998, bevorderd tot de graad van hoofddeskundige.